

Votations du 25 novembre 2018 : Initiative pour l'autodétermination

Votations du 25 novembre 2018: Initiative pour l'autodétermination



Jannick Frigenti Empana et Youniss Mussa,
Co-président.e.s Groupe Egalité Parti Socialiste Genevois (PSG)

Prise de position du Groupe Egalité Parti

Socialiste Genevois

L'initiative dite « d'autodétermination » devrait plutôt s'appeler « d'autodestruction ». Elle est une attaque frontale de la part de l'UDC contre la protection des droits humains. Mais ils ne sont pas seuls à les attaquer : des pays et des dirigeants du monde entier sapent la protection internationale des droits humains pour leurs propres intérêts nationalistes et populistes. Les femmes sont bien souvent les premières victimes lorsque les droits fondamentaux sont attaqués. Aujourd'hui en particulier, un engagement fort de la Suisse (patrie de la croix rouge) en faveur de la protection des droits humains est plus important que jamais. Nous ne pouvons pas accepter que la Suisse se rapproche des États et dirigeants aux tendances totalitaires en matière de protection internationale des droits humains, et devenir ainsi une île en Europe.

Aujourd'hui, les droits humains garantis au niveau international protègent les citoyen-ne-s de l'arbitraire des États. Le droit international, et en particulier la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), a permis à de nombreuses et nombreux citoyen-ne-s d'obtenir des avancées sociales importantes, notamment sur le droit de vote des femmes.

L'« initiative pour l'autodétermination » de l'UDC sabote la coexistence pacifique de toutes et tous. En créant régulièrement des problèmes là où il n'y en a pas pour la majorité des Suissesses et des Suisses, l'UDC utilise les instruments démocratiques à des fins de propagande, de diffamation et de désinformation. L'initiative constitue une attaque contre le droit, la démocratie et le respect.

Votations du 25 novembre 2018: initiative pour l'autodétermination

Votations du 25 novembre 2018: initiative pour l'autodétermination

Prise de position des Genevoises PLR

L'initiative d'autodétermination oublie « l'ordre des choses »

Après lecture des documents et articles à disposition, j'ai été frappée par cette initiative dangereuse proposée au vote le 25 novembre. Sous le terme séducteur de «*l'autodétermination*», l'UDC nous propose de torpiller des années de relations internationales et de censurer la tradition diplomatique de la Suisse. En votant oui à cette initiative, nous donnons au monde une raison de ne plus faire confiance à la Suisse. Des années de travail de collaboration avec les organisations internationales et la Confédération suisse m'ont convaincues de la respectabilité que notre pays a acquis sur bien des points au niveau international et des bénéfices pour la Suisse. Contrairement à ce que dit l'UDC,

notre démocratie directe est un exemple et cette initiative ne nous rendra pas plus fort, mais plus isolé.

L'autodétermination veut dire ne plus faire confiance aux juges dont certains sont nommés par la Suisse et affaiblir un système dont nous avons impérativement besoin. Cela signifie aussi prendre le risque que la Suisse ne respecte plus les conventions internationales comme la Convention européenne des droits de l'homme et qu'elle doive négocier beaucoup plus durement avec ses nombreux et puissants voisins. Comment pourrait-on, après des années de diplomatie couronnée de succès et respectée, en arriver là et ouvrir la porte aux inégalités?

Ma première réaction à la lecture des détails de cette initiative a été : *«ce n'est pas dans l'ordre des choses»*. Comme le mentionne Béatrice Hirsch, politicienne genevoise, quand on joue on accepte les règles du jeu, sans quoi on se retrouve seul. De plus, tous les éléments font partie d'un système et interagissent. A l'image du fédéralisme regroupant des cantons qui respectent les règles du jeu, la Suisse a des règles à respecter.

Alors je vote NON à cette initiative dangereuse.



Votations du 25 novembre 2018: initiative pour l'autodétermination

Votations du 25 novembre 2018: initiative pour l'autodétermination

Prise de position du groupe de travail «égalité» des Verts genevois

Une initiative au nom trompeur

Cette initiative menace tous les traités internationaux et a notamment pour objectif de dénoncer la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Cette convention, qui se réfère à la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'ONU en 1948, a pour objectif de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales (*par exemple le droit à la vie, l'interdiction de la torture, le droit à un procès équitable, le droit à la vie privée et familiale, le droit à*

la liberté d'expression, etc.). Les habitant-e-s des 47 Etats membres peuvent saisir la CEDH quand toutes les instances nationales ont été épuisées. C'est par exemple dans le cadre de la ratification de son adhésion à la CEDH que la Suisse a introduit le droit de vote des femmes. En outre, la justice suisse prend rarement des décisions courageuses dans le domaine de l'égalité, le fait de pouvoir recourir à la CEDH est donc capital pour que les femmes puissent faire reconnaître leurs droits.

Cette initiative ne vise pas à combattre les prétendus «*juges étrangers*» – un titre mensonger puisque notre pays est représenté par deux juges suisses au sein de la CEDH – mais à s'attaquer aux principes de l'Etat de droit et au troisième pouvoir qu'est le système judiciaire. En s'attaquant à la CEDH qui protège les citoyens contre les abus de leurs Etats, l'UDC veut invalider la protection des procédures et des minorités afin d'ouvrir la voie à la dictature de la majorité. Si l'initiative venait à être acceptée, la protection des droits humains en Suisse et la crédibilité de notre pays en seraient profondément ébranlées, tout comme notre canton qui perdrait toute légitimité pour accueillir la Genève internationale.

Renforcer les droits fondamentaux tels que le principe de proportionnalité, la protection des minorités et les droits humains fait partie de l'ADN des Vert-e-s et nous nous combattons donc fermement cette initiative catastrophique pour notre pays.

Ce sera donc NON le 25 novembre.



Anne Bonvin Bonfanti,
Responsable du groupe de travail «égalité» des Verts genevois

NouvElles politique



INITIATIVE SUR L'AUTODETERMINATION

LES FEMMES POLITIQUES DONNENT LEURS AVIS TRES PROCHAINEMENT SUR LE SITE WEB DU CLAFG ET SA PAGE FACEBOOK

RESTEZ CONNECTES !!



Campagne Ruban Blanc Suisse



Ensemble pour une Suisse sans violence de genre

Pour pousser les citoyens et citoyennes à vraiment s'engager dans la création d'une Suisse sans violence de genre, il nous faut une communication nationale musclée et pertinente. Une telle communication implique plusieurs volets:

- des Mega-Affiches dans trois gares suisses
- un Kit d'outils avec 16 thèmes pour atteindre notre objectif
- un 'Guide éducatif et pratique' pour les écoles
- les médias sociaux et des tables rondes

Ce que mon projet a de spécial

Depuis le mouvement international #MeToo, nous vivons un contexte global qualitativement modifié dans les rapports de genre. Il importe maintenant de capitaliser sur la nouvelle énergie créée par ce mouvement. Plus personne ne peut se réfugier derrière de vieux arguments, style : il y a déjà eu tellement de progrès pour les femmes depuis 50 ans. Il n'y a encore jamais eu de campagne nationale sur la question d'éliminer complètement la violence de genre dans les couples. Or comme membre des Nations Unies, la Suisse s'est officiellement engagée à atteindre cet objectif d'ici 2030.

A quoi votre soutien va servir

L'argent sera utilisé pour financer des Mega-Affiches publicitaires à Genève, Berne et à Lucerne pour une durée de 30 jours. Ces affiches souligneront l'urgence de vraiment atteindre cet objectif. L'engagement de chacun est la condition du succès. Sur notre site web www.ruban-blanc.ch chacun peut déclarer son engagement « pour une Suisse sans violence de genre contre femmes et filles. »

Le Conseil National pour des

quotas de femmes dans la direction des grandes entreprises

Les femmes devraient être mieux représentées dans les instances supérieures des grandes entreprises. Le Conseil National approuve l'instauration de quotas dans les directions et les conseils d'administration des sociétés cotées en bourse.

Voir le reportage de la RTS:

<https://www.rts.ch/info/suisse/9647681-simonetta-sommaruga-en-matiere-d-egalite-la-transparence-est-efficace-.html>

8e Café Femmes: Les Femmes en Politique

Les Femmes en Politique

À l'approche des élections genevoises au Grand Conseil, le groupe "Droits des femmes" d'Amnesty International a le plaisir de convier tou-te-s ceux-celles qui le souhaitent à venir discuter de la place des femmes en politique lors du 8e Café Femmes, qui aura lieu **le mercredi 11 avril de 19h à 21h**.

Les invitées seront toutes des candidates issues de diverses listes, notamment de **LALISTE – Les Femmes 2018 au Grand Conseil**, initiative nouvelle qui propose une liste composée de femmes uniquement, hors partis et clivage gauche-droite

habituel.

Y a-t-il une manière particulière de faire de la politique quand on est une femme ? La société actuelle reçoit-elle les femmes de la même façon que les hommes lors des élections ? Quel rôle les partis institutionnels donnent-ils aux femmes en leur sein ? La misogynie et le sexisme ont-ils une couleur politique ? À quels défis majeurs les femmes sont-elles confrontées lorsqu'elles se lancent en politique ?

De toutes ces questions, et de bien d'autres, vous aurez l'occasion de débattre librement avec les intervenantes : soyez par conséquent nombreux-ses à vous joindre à ce Café Femmes !

Les Cafés Femmes ont lieu au Café Gavroche
4, boulevard James-Fazy
1201 Genève
(Entrée libre – consommation demandée)

Candidates au Grand Conseil: LALISTE-femmes 2018 au Grand Conseil

Au Grand Conseil

- Honegger Heller Manuela
- Ocharan Robles Eva
- Da Cruz Perret-Gentil Anna
- Borcard Anne
- Abramovich Fabienne

- Yol Diana
 - Randegger Alice
 - Depraetere-Manulis Graciela
 - Özdemir Elçim
 - Ricciardi Werlen Jacqueline
 - Ricciardi Werlen Cerise
 - Boselli Gauthey Monica
 - Dias Claudia
 - Jauch Caroline
 - Grange Marie-Florence
 - Mazzoni Nikita
 - Langer Valérie
 - Mayoral Corinne
 - Thomias Leduc Diana
-

Candidates au Grand Conseil: UDC

Au Grand Conseil

- Bertinat Marie-Agnès
- Bontoux Caroline
- Borer Maria
- Conti Virna
- Desyatkin Dzodziev Viktoriya
- Heddi Leila
- Khachatryan Gohar
- Knoll Tatiana
- Leguillon Angele
- Masé Zora
- Michaud Ansermet Eliane
- Schweizer Adriana